

Solidaires en action N° 118

Le 10 décembre 2014

Ils ont les milliards, nous sommes des millions

Des mobilisations dans la Santé, le commerce, dans l'industrie, dans la fonction publique existent. Des mouvements sociaux sur le logement, le chômage et la précarité, les enjeux écologiques, s'organisent aussi. **Toute lutte est un acte de résistance utile contre les attaques gouvernementales et patronales.**

Dans plusieurs régions des intersyndicales affirment leur détermination à défendre pied à pied les droits sociaux et l'emploi.

Les organisations syndicales ont des responsabilités, elles doivent mettre toute leur énergie à répondre aux attentes des salarié-es !

Il est temps de **construire une offensive nationale** pour donner un coup d'arrêt à une politique favorable au patronat et destructrice d'emplois.

Il est temps d'imposer d'autres choix dont les priorités sont la **répartition des richesses, la justice fiscale, l'augmentation des salaires et un régime d'indemnisation chômage de haut niveau, la réduction du temps de travail, la défense des services publics.**

Il est temps d'exiger une démocratie réelle où chacun et chacune participe aux grands choix sociaux, économiques et écologiques, dans les entreprises, dans les quartiers, **pour en finir avec un capitalisme prédateur qui fait le lit de l'extrême droite et des idées réactionnaires nauséabondes.**



SANOFI Quetigny : solidarité avec les grévistes

Depuis 6 semaines, les salarié-es de Sanofi bloquent la production de médicaments dans leur usine de Quetigny en Côte-d'Or, avec piquet de grève nuit et jour depuis le 24 novembre.

Leur entreprise doit être vendue (matériel et salarié-es) pour 1 euro symbolique au façonnier DELPHARM.

Tout en refusant la vente de leur usine qui est le fruit de leur travail, ils et elles craignent, à juste titre, que leur nouvelle entreprise, connue pour ses conditions de travail déplorables ne leur impose :

- ◆ Des **suppressions d'emploi ultérieures**
- ◆ Une **baisse de leurs avantages acquis** : convention collective, mutuelle, prévoyance
- ◆ Une **diminution des primes**, de l'intéressement/participation (8 000 euros/an), entraînant une perte globale de salaire de 25 à 30%
- ◆ La **suppression de la 6^{ème} semaine de congés**

Ils et elles exigent donc des garanties fermes et écrites sur :

- ◆ Le **maintien de leur convention collective**, leur mutuelle et leur système de prévoyance
- ◆ Leurs **primes d'ancienneté et d'intéressement**, le 13^{ème} mois et la 6^{ème} semaine de congés
- ◆ Une **prime de cession** de 25 000 euros minimum, au titre de dédommagement.

Ces revendications peuvent être satisfaites, elles ne pèsent pas grand-chose dans les profits du Groupe Sanofi : **7 milliards d'Euros de bénéfice en 2013 dont 55% versés en dividendes aux actionnaires**, auxquels a participé l'Etat en versant à l'entreprise 150 Millions d'Euros de crédit d'impôt en 2013.

Les Sanofi étaient présents le 9 décembre devant le palais des congrès de Dijon pour accueillir Gattaz, le patron des patrons, venus quémander des milliards supplémentaires à l'Etat devant 400 chefs d'entreprise.

Les Sanofi se battent aussi pour les autres, car, après la vente de Quetigny, viendra celle d'Amilly, Compiègne, Toulouse... avec son cortège de suppressions d'emplois. C'est à ce titre également qu'**il faut les soutenir, moralement et financièrement.** C'est ce que fait le comité de soutien composé notamment d'associations, de syndicats (dont Solidaires) et d'organisations politiques.

Commerces parisiens : nouvelle grève le 16 décembre

Après le succès de la manifestation parisienne du 14 novembre dernier **contre le projet de loi Macron d'extension du travail dominical et nocturne**, l'intersyndicale CLIC-P, dont fait partie notre syndicat SUD Commerce, appelle de nouveau à faire grève et à manifester le 16 décembre prochain

Passage de 5 à 12 dimanches annuels autorisés, aucune compensation obligatoire dans les établissements de moins de 20 salarié-es soit 80 % des magasins, légalisation du travail de nuit, pour commencer jusqu'à minuit et dans de nouvelles « zones touristiques internationales » sans prise en compte de la pénibilité, ouverture dominicale des commerces dans les gares : voici quelques-unes **des régressions que veulent nous imposer le gouvernement et le patronat**.

On peut aussi compter sur les parlementaires, qui discuteront de la loi à partir du 22 janvier, pour, par exemple, faire de tout Paris une zone touristique qui ne manquerait pas, par la suite, d'être étendue à toute la région parisienne.

Nous travaillons déjà, le plus souvent, à temps partiel, six jours sur sept et jusque tard, le tout pour un salaire au SMIC ou presque. **Nous aussi, nous avons droit à une vie familiale, sociale, culturelle etc., bref à une vie en dehors du boulot alors faisons-nous entendre !**



Nous nous adressons à tous les salarié-es franciliens du commerce ainsi qu'à celles et ceux des activités connexes comme le nettoyage, la sécurité, les transports, etc., qui seront eux aussi impactés par ces extensions. Commerces de centre-ville, centres commerciaux, zones commerciales : cessons le travail pour nous rassembler et partir ensemble à la manifestation ! Nous étions des milliers le mois dernier à crier notre colère dans les rues de Paris, il nous faut être encore plus nombreux le 16 décembre et discuter au plus vite de la suite : **pourquoi pas une manifestation nationale contre le travail de nuit et du dimanche entre collègues, en couple ou en famille, un week-end dès janvier sur Paris ?**

Université Toulouse 2 : en lutte contre l'austérité

Depuis plusieurs semaines, **les étudiant-e-s et les personnels de l'université Toulouse 2 sont mobilisé-es contre les violences policières et l'austérité**. Le gouvernement a en effet amputé le budget de l'enseignement supérieur et de la recherche alors que les universités sont en difficultés financières et que les administrations appliquent des plans d'austérité locaux qui se traduisent par une **précarisation massive de l'emploi** (au niveau pédagogique 40% des cours sont donnés par des non-fonctionnaires) et une **augmentation de la part de travail non rémunérée**.

La mobilisation des salarié-es est portée essentiellement par la CGT, SUD et le collectif des précaires. La FSU, qui gère la fac et applique l'austérité, reste à distance de la mobilisation. Tout l'enjeu va consister à mobiliser à court terme autour de la date de mobilisation nationale du 11 décembre, tout **en (re)construisant, à moyen terme, des solidarités qui font défaut pour peser réellement, dans un milieu gangréné par le syndicalisme de cogestion et de renoncement**.

Étudiant-es en travail social : mobilisation le 12 décembre

La fédération Sud Santé Sociaux soutient la **mobilisation des étudiant-tes en travail social pour la sauvegarde de leurs formations ainsi que leurs revendications sur les gratifications**, et appelle à participer à la journée d'action du 12 décembre.

La CPC (Commission Professionnelle Consultative) va rendre, avant le 15 décembre, un **rapport sur la ré-architecture des métiers**, cela sans aucune concertation avec les acteurs de terrain, premiers concernés. De même, les Etats Généraux du Travail Social devraient se tenir en juin 2015, et vont faire des propositions de refonte des formations dans notre secteur, et là encore sans que les salarié-es ne soient associé-es aux travaux.

Nous ne pouvons accepter que les travailleur-euses sociaux ne deviennent plus que de simples technicien-nes, exécutant des procédures, soumis à des protocoles, ne pensant plus leur travail, mais appliquant des directives dictées par des politiques qui n'ont qu'une seule logique, celle de la baisse des coûts.

La lutte pour les formations rejoint celle pour l'amélioration des conventions : Cette lutte pour la sauvegarde des formations du social est la même que la lutte pour la sauvegarde et l'amélioration de nos conventions collectives. Car nul doute que cette refonte des formations servira de terreau pour les futurs projets de conventions collectives au rabais.

C'est pour cela que cette mobilisation du 12 décembre s'inscrit dans un plus vaste mouvement de défense du travail social.

La fédération Sud Santé Sociaux appelle tous les professionnels à **soutenir la mobilisation du 12 décembre** pour faire barrage aux propositions de refonte des formations qui, en lien avec la casse des conventions collectives, met en œuvre le démantèlement du secteur social.

Agents publics de Pôle emploi : grève le 9 décembre

Le personnel du service de l'emploi doit être composé d'agents publics bénéficiant d'un statut et de conditions de service qui les rendent indépendants de tout changement de gouvernement et de toute influence extérieure indue, et qui, sous réserve des besoins du service, leur assurent la stabilité dans leur emploi. C'est du moins ce que prévoit l'article 9 de la convention 88 de l'OIT... mais ce n'est pas le cas **à Pôle emploi, où une majorité d'agents est maintenant de droit privé.**

Les agents publics revendiquent notamment le respect du statut public choisi, la préservation des mutations sur l'ensemble des territoires, la diffusion obligatoire de postes vacants de tous les niveaux d'emploi, le respect des résidences administratives des agents de droit public... **Ils et elles revendiquent aussi l'intégration au Statut Général de la Fonction Publique d'Etat et la revalorisation de la grille indiciaire, et exigent l'arrêt des discriminations envers les agents publics.**

Les agents d'Ile de France étaient en grève le 9 décembre, à l'appel de SUD Emploi et du SNU- FSU, et se sont invité-es au colloque de la DARES sur le « dialogue social » où intervenait le ministre du travail.

SNCF : forte mobilisation des contrôleurs

A l'appel de SUD-Rail et de la CGT, **les Agents du service commercial trains, appelé-es plus communément contrôleurs et contrôleuses, étaient en grève le week-end du 5 décembre.**

Une forte mobilisation puisque près d'un-e salarié-e sur deux sur tout le territoire, a fait la démonstration que les contrôleuses et contrôleurs ne laisseront pas la SNCF casser le transport public ferroviaire. Leurs revendications sont claires, il faudrait aujourd'hui plus de 400 embauches pour assurer un service public de qualité.

Au-delà de la revendication concernant les effectifs, les contrôleuses et contrôleurs en grève refusent que la direction mette son projet en œuvre : faire circuler les trains sans contrôleurs à bord. Ce projet ne répond pas aux **exigences de sécurité, de sûreté et de service dues aux usagers des transports ferroviaires du premier au dernier train.**

Dans les prochains jours, la fédération SUD-Rail proposera à la CGT une nouvelle démarche unitaire pour exiger que la direction de la SNCF réponde aux revendications des salarié-es et aux besoins des usagers.

Centre Hospitalier le Mas Careiron (30) : la lutte continue

L'Union syndicale SUD-Solidaires Gard a interpellé le préfet et l'ARS (Agence régionale de la santé) pour leur demander d'agir en faveur du **retrait du plan d'économie que la Direction du Centre Hospitalier le Mas Careiron tente d'imposer, et de leur donner les moyens d'exercer leur mission de service public de santé auprès de la population gardoise.**

Depuis plus d'un mois le personnel et l'intersyndicale (SUD, CGT, FO, USP) de cet établissement sont mobilisés pour faire entendre leurs revendications.

Les politiques d'austérité dégradent les conditions de vie de la population qu'elle soit au chômage, à la retraite ou salariée, ou tout simplement usagère des services publics. **Les vrais privilégiés sont à chercher au sein des pleurnichards du Medef et auprès des actionnaires des groupes financiers qui assurent leur "prise de risques" sur le dos des populations au détriment du bien commun,** les coupes budgétaires imposées par l'ARS à au centre hospitalier en sont une bien triste déclinaison locale.

Nous le réaffirmons, **pour combattre les inégalités sociales, il faut en finir avec les cadeaux faits au patronat et au capitalisme financier et cesser de faire payer à la population une dette qui n'est pas la sienne.**

Face à ces injustices, en solidarité avec la lutte des salarié-es du Centre Hospitalier le Mas Careiron, l'UD SUD-Solidaires 30 a appelé les salarié-es, les usagers, la population à soutenir le personnel hospitalier, à exiger le retrait du plan économie, à montrer sa détermination pour l'accès à des soins de qualité pour tous et toutes, notamment lors du rassemblement organisé devant l'ARS le 9 décembre.

17 janvier 2015 : en avant toutes

Alors que sera célébré le 40^{ème} anniversaire de la « loi Veil » qui dépénalisa l'avortement en France, les mouvements féministes préparent une **manifestation nationale à Paris, le 17 janvier** (rendez vous à 14h30 place de la Bastille), en réponse notamment aux réactionnaires qui ont pris la rue ces derniers mois, contre l'égalité des droits, mais aussi en réponse aux politiques d'austérité qui mettent en danger ces droits. **Soyons nombreuses et nombreux à y participer !**

La Roche Sur Yon : grève au cinéma Le Concorde

Les salarié-es de l'EPCCY (cinéma Le Concorde) **refusent le « projet de licenciement collectif pour motif économique, en lien avec la transition numérique » présenté par la direction.**

Ce plan de restructuration vise à licencier 2 hôtes de caisse sur 3, et à modifier les contrats de travail des 2 projectionnistes qui deviendraient « agents polyvalents » sous peine de licenciement.

La direction ne prend pas en compte l'étendue des missions et fonctions respectives qui contribuent très largement à la qualité des projections et à l'accueil du public.

Les grévistes demandent le retrait total de ce plan de restructuration, en contradiction avec tout ce qui a permis jusqu'à aujourd'hui le développement du Concorde et la reconnaissance du public. Pour nous, la « transition numérique » est compatible avec le développement du Concorde, à la fois pour la pérennité de l'emploi, le développement culturel et le maintien d'un cinéma de proximité.

L'action a permis le **sursis du vote de ce projet au Conseil d'Administration** de l'EPCCY, une rencontre avec la direction doit avoir lieu cette semaine.

Confédération paysanne : stop à l'acharnement

Alors que **les mouvements sociaux construisent en ce moment une coalition contre la répression sociale** généralisée du gouvernement Valls II,

Alors que **la Conf' est depuis le mois de mai victime d'une répression syndicale évidente**, que neuf de ses militants viennent d'être lourdement condamnés dans un simulacre de procès,

Alors que **d'autres brûlent des centres des impôts, des MSA ou occasionnent des centaines de milliers d'euros de dégâts dans les centres ville, avec la bénédiction des forces de l'ordre**, revendiquant un modèle agricole périmé et destructeur,

Alors que les méthodes d'action de la Conf' sont non-violentes, symboliques, pour la défense d'une agriculture d'intérêt général, réalisées dans un cadre syndical légitime,

La Confédération paysanne est de nouveau convoquée, par l'intermédiaire de Laurent Pinatel, son porte-parole, pour l'occupation du siège social du groupe Ramery le 12 septembre 2013 concomitante aux faits déjà jugés lors du procès d'Amiens.

Cet acharnement est inacceptable ! Un premier rassemblement est organisé le 12 décembre au Commissariat de Roche-la-Molière, près de Saint Etienne, prélude à une campagne d'interpellation des élus, qui doivent prendre position vis-à-vis de cet acharnement contre la Conf'.

La Confédération paysanne ne rentrera pas dans le rang et continuera à se mobiliser tant que les politiques agricoles continueront à détruire les paysans, leurs emplois et l'environnement ! L'Union syndicale Solidaires sera à ses côtés !

18 décembre à Bruxelles et 18 mars contre la BCE

Au côté des syndicats belges mobilisés, et des nombreuses associations contre l'austérité et le Tafta, nous serons nombreux-ses à Bruxelles pour l'encerclement du sommet européen. Notre action contre les centres du pouvoir européen qui mettent les peuples sous leur coupe avec la complicité des gouvernements se prolongera en mars. Avec les mouvements sociaux allemands, et de nombreuses organisations syndicales et associatives d'Europe, **nous soutenons les initiatives Blockupy, symboliquement dirigées contre la Banque Centrale Européenne**

En mai 2012 puis 2013, des dizaines de milliers de manifestant-es venu-es de plusieurs pays européens ont symboliquement encerclé le siège de la Banque Centrale Européenne ; en novembre 2014, un festival des résistances s'est tenu au même endroit. 2015 sera la quatrième année de mobilisation à l'initiative des mouvements Blockupy.

Ces **mouvements radicaux nés dans la continuité des Occupy aux États Unis, se sont développés en Allemagne et en particulier à Francfort avec des initiatives de campement, de blocages, de manifestations européennes** contre la Banque Centrale Européenne.

Nous nous opposons frontalement à cette politique au service de la minorité qui exploite le travail de la majorité de la population. Il faut rompre avec cette logique et imposer une autre répartition des richesses que les travailleurs et les travailleuses produisent.

♦ La Banque Centrale Européenne, l'Union Européenne et le Fonds Monétaire International forment la troïka qui impose ses décisions aux peuples.

♦ **Leur politique, mise en œuvre par les gouvernements de nos pays, est au service des patrons et des multinationales.**

♦ Elle conduit des millions de citoyen-nes à la pauvreté, à la précarité, au chômage, et les prive des droits élémentaires (santé, protection sociale, éducation, transport, logement, etc.)

Avec le mouvement Blockupy, nous serons présent-es à Francfort le 18 mars 2015, pour l'inauguration du nouveau siège de la Banque Centrale Européenne !